



Déclaration Liminaire CAPL n°3 du 06 décembre 2012

Le Président de la République a annoncé un plan d'austérité de 30 milliards d'€ pour satisfaire les exigences de l'Union Européenne et des marchés financiers, dont 10 milliards sur les dépenses publiques.

Un tel plan d'austérité aura des conséquences dramatiques sur l'emploi, les missions, les conditions de travail, les droits et garanties collectives.

En conséquence, la CGT Finances Publiques se prononce pour le rejet de ce plan d'austérité.

Les premières annonces gouvernementales affichent une véritable continuité avec les politiques menées antérieurement.

Parce qu'ils impactent la vie quotidienne des salariés, la place et le rôle des services publics, la CGT Finances Publiques a décidé de faire du combat contre ces traités un axe essentiel de son action.

Dans la Fonction publique, sur le jour de carence, les carrières, l'accès au 8ème échelon de la catégorie C, nous ne pouvons nous satisfaire des promesses de discussions car aucun engagement n'est pris.

Au contraire, le ministre de l'Economie et des Finances annonce la poursuite des suppressions d'emplois au nom de la maîtrise des dépenses publiques et de l'ordre de priorité entre les ministères.

La CGT Finances Publiques rejette cette conception erronée et cette vision d'opposition entre missions publiques.

Seuls la satisfaction des revendications sociales et le renforcement de toutes les missions publiques permettront de sortir les pays européens de la crise.

En 2013, ce sont encore 2023 emplois (29 au niveau local) qui vont être supprimés à la DGFIP venant s'ajouter aux 25 000 postes supprimés ces 10 dernières années.

Et pour la première fois depuis plusieurs dizaines d'années, sous un gouvernement qui a annoncé l'arrêt de la RGPP, l'administration a décidé arbitrairement de ne pas recruter les lauréats de la liste complémentaire alors que la situation des effectifs l'exige.

Mais l'administration estime certainement que les services peuvent fonctionner correctement avec 700 agents C en moins...

Pour les représentants des personnels de la CGT Finances Publiques, l'administration prouve une fois de plus son mépris pour les agents qui subissent au quotidien les conséquences de ses choix: stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous effectif permanent.

C'est donc encore une fois, dans un contexte particulièrement difficile caractérisé par une pénurie d'emploi, que paraît ce projet.

Au niveau du département, la situation est catastrophique puisque les services fonctionneront avec un déficit de 28,4 agents alors que les accueils sont débordés et les conditions de travail dégradées. Les mutations au niveau local sont rendues de plus en plus difficiles et les marges de manoeuvre quasi nulles.

C'est pourquoi la CGT Finances Publiques du 95 votera contre ce mouvement local proposé, ce projet n'ayant plus que vocation à gérer la pénurie d'emplois.